

**MEMORIAL**

**Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg**

---

**RECUEIL DE LEGISLATION**


---

**A — N° 65****3 avril 2015****S o m m a i r e**

<b>Loi du 1<sup>er</sup> avril 2015 relative à l'acquisition de l'immeuble «Cité policière Grand-Duc Henri – Kalchesbreck» . . . . .</b>	<b>page 1298</b>
<b>Loi du 1<sup>er</sup> avril 2015 relative à la cession d'un terrain domanial au Fonds de compensation commun au régime général de pension . . . . .</b>	<b>1298</b>
<b>Loi du 1<sup>er</sup> avril 2015 modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée . . . . .</b>	<b>1299</b>

---

**Loi du 1<sup>er</sup> avril 2015 relative à l'acquisition de l'immeuble «Cité policière  
Grand-Duc Henri – Kalchesbreck».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 18 mars 2015 et celle du Conseil d'Etat du 25 mars 2015 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Article unique.** Le Gouvernement est autorisé à acquérir pour compte de l'État l'immeuble sis à Sandweiler, rue de Trèves, dénommé «Cité policière Grand-Duc Henri – Kalchesbreck», inscrit au cadastre de la commune de Sandweiler, section B des Fermes sous le numéro cadastral 691/2813.

Le prix d'acquisition ne doit pas dépasser le montant de 86,390 millions d'euros.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Finances,*  
**Pierre Gramegna**

Rome, le 1<sup>er</sup> avril 2015.  
**Henri**

Doc. parl. 6764; sess. ord. 2014-2015.

**Loi du 1<sup>er</sup> avril 2015 relative à la cession d'un terrain domanial au Fonds de compensation  
commun au régime général de pension.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 18 mars 2015 et celle du Conseil d'Etat du 25 mars 2015 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Article unique.** Le Gouvernement est autorisé à céder de gré à gré au Fonds de compensation commun au régime général de pension, pour un montant d'au moins 90 millions d'euros, des parcelles de terrain d'une superficie de 76,78 ares sises à Luxembourg, rue de Hollerich, rue du Fort Wedell et rue Mercier, qui appartiennent à l'État et qui sont inscrites au cadastre de la Commune de Luxembourg, section HoA de Hollerich sous les numéros 404/2663, 404/2664, 404/5835, 404/5836, 404/6694, 404/8084 (partie) et 404/8085 (partie).

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Finances,*  
**Pierre Gramegna**

Rome, le 1<sup>er</sup> avril 2015.  
**Henri**

Doc. parl. 6765; sess. ord. 2014-2015.

**Loi du 1<sup>er</sup> avril 2015 modifiant la loi modifiée du 12 février 1979  
concernant la taxe sur la valeur ajoutée.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 18 mars 2015 et celle du Conseil d'Etat du 25 mars 2015 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée est modifiée comme suit:

(1) A l'article 58, paragraphe 2, alinéa 1, point a), le mot «dix» est remplacé par le mot «douze».

(2) L'article 59 est modifié comme suit:

1° Au paragraphe 1<sup>er</sup>, les points b) à d) sont remplacés par les dispositions suivantes:

«b) l'horticulture maraîchère, florale et ornementale, même en serres;

c) la production de champignons et la production de semences et de plants;

d) l'élevage ou l'engraissement d'animaux et l'aviculture, lorsqu'ils se font en liaison directe avec la culture du sol;

e) l'apiculture.»

2° Au paragraphe 2, le point a) est supprimé.

**Art. 2.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2015.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Finances,*  
**Pierre Gramegna**

Rome, le 1<sup>er</sup> avril 2015.  
**Henri**

Doc. parl. 6767; sess. ord. 2014-2015.